



**FACE A LA FUSION,  
POUR NOS REVENDICATIONS,  
POUR NOTRE AVENIR,**



**GRÈVE LE 27 MARS**

Le 26 février, après un mois de discussions sur tous les sujets ouverts par le projet de fusion DGI – DGCP, le ministre estime avoir clôturé la première phase de négociations, celle portant sur les « sous ».

Pour le SNUI et SUD Trésor, seule une partie du chemin a été accomplie et si les premières annonces ne sont pas négligeables, elles demeurent insuffisantes et partielles et ne permettent toujours pas aux agents d'être sereins face à leur avenir.

**Face à une réforme historique, le SNUI et SUD Trésor estiment indispensable l'obtention de garanties fortes pour tous les agents, en matière de rémunérations, de moyens, de carrières, de conditions de vie au travail et de règles de gestion.**

**C'est en ayant une vision globale sur l'ensemble de ces sujets que chacun pourra apprécier les conséquences de la fusion, en lien bien entendu avec la satisfaction des revendications préexistantes à la fusion.**

La mobilisation des agents des Impôts et du Trésor doit s'amplifier car les résultats qu'elle a permis d'enregistrer (cf. tract du 22 fév.) ne sont qu'un point de départ.

- Le ministre pense avoir « arrêté les comptes » avec 350 euros pérennisés et intégrés dans les retraites, avec un abondement des promotions, mais il a oublié de solder le passif important de ses prédécesseurs !
- Le ministre se place dans le futur, mais il continue d'ignorer le présent des agents confrontés aux polyvalences excessives, aux espaces de travail invivables, aux perversions des indicateurs, aux pressions sur le mérite et les performances !
- Le ministre ne voit que « sa » réforme alors que celles déjà enclenchées (CDI-CDIF, trésoreries spécialisées, SIE, pôles départementaux, transferts de missions...) nécessitent une réparation urgente des conditions de vie au travail !
- Le ministre reste inflexible sur les suppressions massives d'emplois, mais cette politique est dévastatrice pour l'exercice et l'avenir des missions et conduit à toujours plus de sollicitations et de contraintes pour les agents !
- Le ministre renvoie aux calendes grecques les négociations sur l'avenir des règles de gestion alors que les agents des Impôts et du Trésor exigent des garanties immédiates et durables au regard de leurs acquis !

**Bercy est sous pression !  
C'est le moment de peser sur les négociations à venir et  
d'obtenir un meilleur apurement du dossier financier.  
Tous en grève le 27 mars !**



**SNADGI CGT – SNT CGT**



**SNUI - SUD Trésor**

## **DGI / DGCP**

### **TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 27 MARS POUR OBTENIR SATISFACTION SUR NOS REVENDICATIONS**

Lors des discussions relatives à la fusion de la direction générale des impôts (DGI) et de la direction générale de la comptabilité publique (DGCP), les Fédérations des Finances ont porté toute une série de propositions et de revendications.

Lors des Comités Techniques Paritaires Centraux de la DGI et de la DGCP et du Comité Technique Paritaire Ministériel du vendredi 22 février 2008, seule l'administration a voté pour les textes créant la direction générale des finances publiques (DGFP). Les fédérations CGT et FDSU et leurs syndicats ont voté contre.

La CGT et la FDSU considèrent que le projet du Ministre, dont elles n'étaient pas demanderesses, ne générera en rien une amélioration des missions fiscales, foncières, gestion publique, économiques et des conditions de leur mise en œuvre.

De plus, dans le contexte de la révision générale des politiques publiques (RGPP) se traduisant par toujours moins d'Etat, de services publics, de personnels, les Fédérations des Finances CGT, FDSU considèrent qu'aucune garantie sérieuse n'a été apportée s'agissant du maintien et du développement d'un réseau de services publics de pleine compétence et de proximité.

- S'agissant de la politique de l'emploi, la CGT et la FDSU exigent le gel des suppressions d'emplois tant de fonctionnaires que de non titulaires.
- Ensemble, elles demandent l'ouverture d'un processus de négociations d'un plan pluriannuel de recrutement sur la base d'un état des lieux des missions devant être mises en œuvre.
- Ensemble, elles revendiquent que des moyens budgétaires conséquents soient dégagés afin de permettre une amélioration significative des conditions de travail des personnels, tout en respectant et en améliorant les droits et les garanties collectives de ces derniers (mutation, aménagement et réduction du temps de travail, jours comptables ...).
- Sur la question des régimes indemnitaires, des carrières et des qualifications la CGT et la FDSU reconnaissent que les propositions du Ministre sont supérieures à celles envisagées initialement. Elles estiment néanmoins celles-ci insatisfaisantes au vu des attentes plusieurs fois exprimées par les personnels dans les mobilisations et attendent du Ministre des décisions plus ambitieuses.

#### **Le Ministre doit répondre aux revendications des personnels !**

C'est pourquoi les Fédérations des Finances CGT, FDSU appellent les personnels de la DGI et de la DGCP à s'inscrire massivement dans la grève et les manifestations le 27 Mars 2008.

Paris, le 27 février 2008.